

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

I- PREAMBULE

Les présentes conditions générales représentent les usages commerciaux des professions regroupées au sein du syndicat des équipements pour construction, infrastructures, sidérurgie et manutention (EVOLIS). Elles sont déposées au Bureau des Usages du Greffe du tribunal de commerce de Paris.

Les présentes conditions générales de fourniture sur devis s'appliquent aux relations contractuelles entre « le fournisseur » et la société cliente ci-après dénommée « le client ».

Ces clauses peuvent être complétées par des conditions propres à certains matériels ou activités et, le cas échéant, par des Conditions Particulières.

Conformément à la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 modifiant l'article L. 441-6 du Code de commerce, les conditions générales de fourniture sur devis doivent être le socle de la négociation afin d'assurer la non-discrimination entre les clients et être conformes au droit de la concurrence. Toute dérogation aux conditions générales devra faire l'objet d'une acceptation expresse du fournisseur.

Les présentes conditions générales sont régies par le droit du contrat d'entreprise. Elles s'appliquent à la fabrication d'un équipement sur la base d'un cahier des charges.

II- OFFRE

Dans son offre, le fournisseur décrit les conditions des fournitures objet de la demande du client.

En conséquence, le client devra définir de manière précise ses besoins dans un cahier des charges. Il devra fournir toute information complète, précise et fiable non seulement quant à ses besoins, ses conditions d'exploitation et d'environnement, mais aussi quant aux particularités des produits qu'il devra traiter avec l'équipement. Ces informations sont nécessaires à l'établissement de l'offre technique et commerciale du fournisseur.

Toute modification par rapport aux demandes initiales du client nécessitera une révision de l'offre.

Le prix indiqué dans l'offre correspond exclusivement aux conditions spécifiées dans l'offre. Les poids donnés aux devis ne sont qu'approximatifs : ils ne peuvent, en aucun cas, être la cause de réclamations ou de réduction de prix quand l'équipement est fourni à forfait.

Toute modification de la demande du client pourra donner lieu à une révision de l'offre et du prix correspondant.

À défaut de stipulation particulière, les offres et devis restent valables pendant un mois.

III- MARCHÉ

1. Documents contractuels

Le marché comprend les documents contractuels suivants par ordre d'importance décroissant :

- Le contrat ou les conditions particulières convenues entre les parties, et/ou la commande acceptée expressément
- L'offre du fournisseur
- Les présentes conditions générales de fourniture sur devis.

2. Formation du contrat

Le marché entre en vigueur dès la signature du contrat ou lorsque le fournisseur a expressément accepté la commande du client, et en tout état de cause après l'encaissement de l'acompte éventuellement prévu.

Le délai d'exécution ne court qu'après encaissement effectif de l'acompte à la commande éventuellement prévu au contrat.

La nature des délais indiqués au contrat doit être clairement précisée (délai impératif ou indicatif, délai de mise à disposition, délai de présentation pour acceptation, délai de livraison, délai de réception juridique etc.).

3. Exécution du marché – recours à la sous-traitance

Le fournisseur se réserve le droit de sous-traiter tout ou partie des matériels objets du contrat. Dans ce cas, il garantira une exécution conforme au contrat.

4. Modification du contrat

Les modifications et adjonctions au contrat, notamment concernant les délais de livraisons, les quantités, ou les produits, sont soumises à l'accord exprès du fournisseur, qui fera savoir au client quelles en sont les modalités et les conséquences sur les conditions commerciales. Ces modifications devront faire l'objet d'un avenant au contrat.

5. Annulation du contrat

Tout contrat exprime le consentement des parties de manière irrévocable. Toute annulation ne peut intervenir qu'avec le consentement exprès de l'autre partie. Dans le cas où le fournisseur accepte cette annulation, le client indemnisera celui-ci pour tous les frais engagés et pour toutes les conséquences directes et indirectes qui en découlent. En tout état de cause, les acomptes et paiements déjà versés resteront acquis au fournisseur.

6. Résiliation du contrat

En cas de manquement grave de l'une des parties à ses obligations contractuelles, l'autre partie aura la possibilité de résilier le contrat après mise en demeure restée sans effet dans un délai d'un mois à compter de la réception de la mise en demeure, sans préjudice de tous dommages-intérêts auxquels l'une ou l'autre des parties peuvent prétendre en vertu de la loi ou du contrat.

IV – ÉTUDES - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – PUBLICITÉ - CONFIDENTIALITÉ

1. Études

Le fournisseur est propriétaire des projets, études et documents de toute nature remis ou envoyés au client. Ceux-ci ne peuvent être communiqués par le client à des tiers, ni exécutés, sans l'autorisation écrite du fournisseur.

Sauf accord exprès, le fournisseur ne pourra, en aucun cas, être tenu de remettre au client, avec le dossier de l'offre, les dessins d'ensembles ou de sous-ensembles, ni les notes de calcul du matériel.

Ces projets, études et documents sont fournis gratuitement s'ils sont suivis d'une commande dont ils font l'objet. Dans le cas contraire, le fournisseur est fondé à demander le remboursement des frais d'études et de déplacement, ainsi que le retour des documents fournis.

2. Coopération des parties

La création d'un équipement, parce qu'elle est faite pour répondre à des besoins spécifiques du client, professionnel compétent dans sa spécialité, est une tâche délicate qui ne peut être menée à son terme que grâce à une collaboration étroite des parties.

Cette collaboration a pour base la définition par le client de ses besoins et de la finalité recherchée, et leur communication au fournisseur qui agira avec toute la diligence nécessaire au titre de son obligation de conseil et d'information

À ce titre, le client s'engage à lui fournir toutes les informations et renseignements complets, précis et fiables, non seulement quant à ses besoins, ses conditions d'exploitation et d'environnement mais aussi quant aux particularités des produits et procédés qu'il devra traiter avec l'équipement. En particulier, il appartient au client de procéder notamment aux études géologiques et climatiques des lieux et de communiquer tous renseignements nécessaires au fournisseur.

La satisfaction de ses besoins dépendra en grande partie des informations fournies par lui.

Le fournisseur ne pourra, en conséquence, être tenu responsable d'une omission ou d'une erreur contenue dans les éléments fournis par le client, et notamment :

- Des difficultés d'accès ou d'implantation de l'installation
- Des autres équipements ou fournitures, existants ou à venir, pouvant avoir des répercussions sur l'exécution du contrat.

Le fait, pour le fournisseur de participer aux travaux préparatoires avec le client (participation aux relevés de terrains, etc.) ne saurait en aucune manière engager sa responsabilité au terme des dispositions ci-dessus.

3. Confidentialité

Les parties s'engagent réciproquement à une obligation générale de confidentialité portant sur toute information confidentielle orale ou écrite, quelle qu'elle soit et quel qu'en soit le support (rapports de discussion, plans, échanges de données informatisées, activités, installations, projets, savoir-faire, produits, etc.) échangés dans le cadre de la préparation et de l'exécution du contrat sauf les informations qui sont généralement connues du public ou celles qui le deviendront autrement que par la faute ou du fait d'une des parties.

En conséquence, les parties s'engagent à :

- Tenir strictement secrètes toutes les informations confidentielles, et notamment à ne jamais divulguer ou communiquer, de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, tout ou partie des informations confidentielles, à qui que ce soit, sans l'autorisation écrite et préalable de l'autre partie

- Ne pas utiliser tout ou partie des informations confidentielles à des fins ou pour une activité autres que l'exécution du contrat
- Ne pas effectuer de copie ou d'imitation de tout ou partie des informations confidentielles.

Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer le respect de cette obligation de confidentialité, pendant toute la durée du contrat et même après son échéance, et se portent fort du respect de cette obligation par l'ensemble de leurs salariés. Cette obligation est une obligation de résultat.

4. Publicité

Les relations commerciales établies entre le fournisseur et le client ne donnent aucun droit à ce dernier sur les supports commerciaux, marques ou tout autre signe distinctif du fournisseur. Tout usage par le client de ces éléments doit obtenir l'approbation préalable et écrite du fournisseur.

L'usage par le client de ces supports, marques et signes distinctifs sur des documents tels que publicités, catalogues, prospectus, répertoires professionnels, etc., est soumis à l'accord préalable et exprès du fournisseur.

Le non-respect des dispositions ci-dessus pourra entraîner, au choix du fournisseur, la suspension des livraisons, la remise en cause du contrat et/ou une indemnisation du préjudice subi.

5. Propriété intellectuelle

Le fournisseur conserve intégralement la propriété intellectuelle et le savoir-faire compris dans ses documents techniques, projets, logiciels, plans de conception et dessins, et équipements fournis même en cas de conclusion d'un contrat d'étude entre les parties. Tout transfert des droits de propriété intellectuelle devra faire l'objet d'un contrat écrit entre les parties.

6. Garantie sur la contrefaçon et la concurrence déloyale

Les parties se garantissent mutuellement qu'au moment de la conclusion du contrat le contenu des plans et documents techniques et leurs conditions de mises en œuvre n'utilisent pas les droits de propriété intellectuelle ou un savoir-faire détenu par un tiers. Elles garantissent pouvoir en disposer librement sans contrevioler à une obligation contractuelle ou légale.

Elles se garantissent mutuellement des conséquences directes ou indirectes de toute action en responsabilité résultant notamment d'une action en contrefaçon ou en concurrence déloyale.

V – DELAIS

1. Délais

Les délais courent à partir de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de l'accusé de réception de la commande
- Date de l'encaissement effectif de l'acompte à la commande
- Date de réception de toutes les matières, matériels, équipements, outillages, détails d'exécution, documents, dus par le client pour le début de l'exécution du contrat
- Date d'exécution des obligations contractuelles ou légales préalables dus par le client.

2. Retards

Les délais de livraison et d'exécution sont définis par les parties selon un planning qui établit les phases d'exécution du contrat.

Les retards ne peuvent en aucun cas, justifier l'annulation de la commande.

En cas de retard dans la livraison par rapport au délai stipulé à la commande, des pénalités ne peuvent être appliquées que si le marché le prévoit. En tout état de cause, elles ne sauraient, pour chaque semaine entière de retard à partir de la fin de la troisième semaine, dépasser une pénalité de 0,5 % avec un cumul maximum de 5 % de la valeur HT de la commande. Dans tous les cas, cette pénalité est forfaitaire, libératoire, et exclusive de toute autre indemnisation au même titre.

Une pénalité ne peut être appliquée que si le retard provient du fait exclusif du fournisseur et s'il a causé un préjudice réel et constaté contradictoirement. Elle ne peut pas être appliquée si le client n'a pas confirmé à l'époque prévue pour la livraison, de son intention d'appliquer cette pénalité.

En cas de retard imputable au client, le fournisseur lui notifiera ce retard et sera en droit de demander un changement de planning. Par ailleurs, il lui indiquera les éventuelles conséquences financières que ce retard pourrait occasionner (frais de déroutage camion et stockage).

Dans ce cas, comme en cas de survenance d'un événement de force majeure, tel que défini à l'article XII des présentes conditions générales, un nouveau planning sera établi entre les parties et le client ne pourra demander aucune pénalité au fournisseur du fait de cette modification de planning.

VI- TRANSPORT – DOUANE - ASSURANCE

À défaut de convention contraire, toutes les opérations d'assurance, sont à la charge et aux frais du client. Il en est de même pour les opérations de transport, de douane, de manutention, d'amenée à pied d'œuvre conformément à l'Incoterm Exworks (EXW) de la Chambre de Commerce Internationale, en vigueur au jour de la conclusion du contrat. Le client devra remettre au fournisseur sur simple demande de celui-ci, copie des documents attestant qu'il est couvert par une assurance au titre de ces risques.

Conformément à l'article L. 133-3 du Code de commerce, il appartient au client de vérifier les expéditions à l'arrivée et d'exercer, s'il y a lieu, ses recours contre les transporteurs, même si l'expédition a été faite franco.

En cas d'expédition par le fournisseur, l'expédition est faite en port dû, aux tarifs les plus réduits, sauf demande expresse du client, auquel cas les frais supplémentaires de transport sont répercutés au client.

La mention « sous réserve de déballage » n'a aucune valeur vis-à-vis du transporteur et ne pourra être admise comme réserve. Dans le cas où le client a fait appel à un commissionnaire ou transporteur pour l'enlèvement des produits objets du contrat, le client prendra à sa charge toutes les conséquences pécuniaires d'une action directe du transporteur à l'encontre du fournisseur.

VII- RESERVE DE PROPRIETE ET TRANSFERT DE RISQUES

Quelle que soit l'échéance due, le défaut de paiement de celle-ci pourra entraîner la revendication des produits.

Le client assume néanmoins à compter de la livraison, les risques de perte ou de détérioration de ses produits ainsi que la responsabilité des dommages qu'ils pourraient occasionner.

Le fournisseur conserve la propriété des produits fournis jusqu'au paiement effectif de l'intégralité du prix en principal et accessoires.

Lorsque le client fait de la revente de matériels son activité habituelle (en tant que distributeur, concessionnaire, etc.), il pourra, par dérogation à l'article 1599 du Code civil, revendre le matériel dont il n'a pas encore l'entière propriété.

Cette revente devra alors être faite avec réserve de propriété, pour le compte du vendeur d'origine, et les créances nées de cette revente appartiendront de plein droit à ce dernier en cas de retard ou de cessation des paiements du revendeur.

VIII – LIVRAISON - ESSAIS & RECEPTION

1. Livraison des matériels

Sauf accord contraire, la livraison est réputée effectuée par avis de mise à disposition dans les usines ou magasins du fournisseur (EXW – Incoterms CCI en vigueur à la date de conclusion du contrat). Le transfert de risque s'opère donc à la livraison même si le contrat comporte des prestations telles que transport, montage, mise en service...

Si l'enlèvement est retardé à la demande du client, pour une cause quelconque, indépendante de la volonté du fournisseur, et que ce dernier y consente, le matériel est emmagasiné, et manutentionné s'il y a lieu, aux frais et risques du client. Ces dispositions ne modifient en rien les obligations de paiement du matériel et ne constituent aucune novation.

Si le transport est compris dans le prix du contrat, le client est tenu de procurer au fournisseur toutes les indications concernant les emballages, tels qu'ils doivent être réalisés compte tenu notamment des conditions de transport, des conditions géographiques et climatiques du pays de destination et des conditions de stockage.

En tout état de cause, le client devra veiller à assurer l'entreposage des équipements livrés dans des conditions qui garantissent la bonne conservation et la sécurité.

2. Montage – Essais

Le montage et la mise en service sont, sauf stipulation contraire, assurés par le fournisseur qui pourra en déléguer tout ou partie, à toute personne de son choix.

Des essais de réception contractuels, pourront être prévus par convention spécifique mais, à défaut de disposition expresse et claire, ils ne seront pas compris dans le contrat et justifieront un prix supplémentaire.

Lors de la phase de montage et la mise à disposition de l'équipement, le fournisseur réalisera des tests (essais à blanc, tests de mise au point) sur le site du client. Lors de ces prestations sur le site du client, celui-ci s'engage à donner l'accès au site au fournisseur, à lui fournir toutes autorisations d'accès, règlements de chantier, et à l'informer de toutes les obligations qui découlent de l'application de la réglementation concernant l'intervention des entreprises sur le site.

Le client doit fournir les installations et services (notamment bureaux, commodités, eau, électricité, etc.) nécessaires à la réalisation correcte des prestations sur site et à l'application des dispositions légales en vigueur relatives aux mesures d'hygiène et de sécurité. Après usage, ces installations seront restituées au client et le fournisseur ne sera pas tenu responsable de leur usure normale et/ou de tout dommage résultant de leur utilisation normale

Si le montage et la mise en service sont assurés par les soins du fournisseur, le client doit mettre gratuitement à sa disposition les utilités et matières premières suffisantes ainsi que le personnel compétent nécessaires dans un délai convenu.

3. Mise à disposition fonctionnelle

La mise à disposition fonctionnelle intervient à la fin du montage ou des essais à vide / à blanc / à froid. Le fournisseur notifiera au client une date pour la réalisation des essais à chaud (essais en charge) et des essais de performance sur l'équipement.

La mise à disposition fonctionnelle donne lieu à un procès-verbal signé des deux parties mentionnant les éventuelles réserves.

À défaut d'avoir été constatée comme indiqué précédemment, la fin de la mise à disposition fonctionnelle est acquise de fait au plus tard à la commercialisation du produit ou à son utilisation industrielle.

Par ailleurs, si les résultats des différents essais sont satisfaisants et que l'équipement peut servir à l'exploitation, même à cadence réduite, la garantie contractuelle accordée par le fournisseur débutera.

4. Réception

Le client est tenu d'effectuer la réception juridique des produits par laquelle il en reconnaît la conformité au contrat. La réception vaut reconnaissance de l'absence de défauts apparents. Cette réception devra être contradictoire et formalisée par un écrit.

Le contrat pourra prévoir les conditions de réception et notamment :

- Des réceptions d'étapes lors des opérations telles que la livraison, le montage, les essais ou la finalisation d'une phase du projet
- Une réception provisoire appelée également pré-réception ou recette industrielle
- Une réception définitive ou finale.

Chacune de ces réceptions pourra être actée avec ou sans réserve. Dans le cas où la réception est prononcée avec réserves, les parties devront convenir d'un délai pour la levée de celles-ci.

Le fournisseur notifiera au client la date de ces réceptions qui, sauf accord contraire, ne pourra intervenir au-delà d'un délai maximum de 10 jours ouvrables à compter de la réception de la notification.

Si le client, ayant été requis, n'a pas fait le nécessaire ou refuse abusivement de procéder à la réception, celle-ci sera réputée avoir eu lieu le jour fixé et sans réserve.

La réception sera également réputée acquise sans réserve si le client utilise ou met l'équipement en exploitation (même à cadence réduite) ou s'il émet des réserves considérées comme mineures, celles-ci n'empêchant pas l'utilisation de l'équipement dans des conditions normales indépendamment du niveau de performances constatées.

Avant la réception par le client, le fournisseur ne pourra être tenu responsable pour un défaut de conformité au contrat.

Si le client souhaite effectuer une réception ou vérification du matériel livré par un organisme tiers, il devra en supporter les conséquences en termes de coûts et délais. Dans ce cas, cette réception devra se faire également en présence du fournisseur.

À défaut d'accord contraire, restent à la charge du client : l'assistance technique après la réception relative à la mise en exploitation effective et à la montée en production, la formation du personnel d'exploitation, la maintenance et l'entretien des équipements.

5. Conditions de reprise du matériel SAV et pièces détachées

Le retour de matériel s'effectuera dans l'emballage d'origine accompagné de tous les accessoires éventuels et de la documentation. Il devra être en parfait état et sera soumis à la validation de notre responsable logistique. Tout produit incomplet et/ou endommagé ne sera pas repris.

Si l'origine du retour est due à des informations erronées (référence du pont, de la pièce, ...) transmises par le client, ce dernier sera tenu d'assumer les coûts du renvoi chez ABUS LEVAGE France.

Si le matériel est tenu en stock par ABUS LEVAGE France, une décote de 30 % sera appliquée. S'il n'est pas tenu en stock, le retour ne sera pas accepté ou sera soumis à certaines conditions particulières validées par le responsable logistique.

IX - REGLEMENTATION TECHNIQUE

1. Contrôle de l'exécution des prestations

Dans le cas où le client souhaiterait des opérations de contrôle de l'exécution des prestations du fournisseur, notamment par le biais d'organismes de vérification missionnés par ses soins, celles-ci sont intégralement à la charge du client. Ces opérations de contrôle ne doivent entraîner aucun retard dans l'exécution du contrat.

2. Réglementation technique

Lorsque le fournisseur est le fabricant de l'équipement, il est responsable de la réglementation technique applicable à la conception et à la première mise sur le marché de celui-ci. Le client est responsable de la réglementation applicable à la mise en œuvre et de l'utilisation de l'équipement.

Toute modification ultérieure à la mise en service de l'équipement relève de la responsabilité de l'utilisateur.

Il est rappelé que toute modification du matériel à l'initiative du client pouvant entraîner une modification des conditions de sécurité, celle-ci entraîne la caducité de la déclaration de l'ensemble des documents certifiant le respect desdites réglementations, notamment les déclarations de conformité ainsi que les déclarations d'incorporation ou documents équivalents. Le remplacement d'une pièce ayant des répercussions sur la sécurité par une pièce qui n'est pas d'origine entraîne également l'annulation de ladite déclaration.

X - PRIX DE FACTURATION

Les prix s'entendent hors taxes pour matériel en usine ou magasin du fournisseur (ou de ses fournisseurs), nets et sans escompte.

Ils sont réputés tenir compte des conditions de paiement prévues au contrat.

Ils sont actualisables et révisables conformément aux dispositions ci-après.

Notre minimum de facturation s'élève à 50 € HT. En cas de commande inférieure à cette somme, notre facturation sera systématiquement établie sur cette base.

En cas de survenance d'un événement extérieur à la volonté des parties compromettant l'équilibre du contrat au point de rendre préjudiciable à l'une des parties l'exécution de ses obligations, les parties conviennent de négocier de bonne foi la modification du contrat. Sont notamment visés les événements suivants : variation du cours des matières premières, modification des droits de douane, modification du cours des changes, évolution des législations. À défaut d'accord, les parties feront appel à une conciliation auprès du président du tribunal de commerce compétent agissant comme arbitre.

En cas de demande de prestations complémentaires, le prix et les conditions commerciales feront l'objet d'un accord distinct entre les parties.

Facturation main d'œuvre service après-vente : l'unité indivisible est 1 heure. Toute heure entamée est facturable dans sa totalité.

XI - CONDITIONS ET DELAIS DE PAIEMENT

1. Délais de paiement

Les paiements ont lieu, sauf accord exprès particulier, au **30^e jour suivant la date d'émission de la facture.**

Toute clause ou demande tendant à fixer ou à obtenir un délai de paiement supérieur à ce délai de 30 jours et sauf raison objective, motivée par le client, pourra être considérée comme abusive au sens de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 (loi de modernisation de l'économie).

Les **acomptes éventuels prévus au contrat sont toujours payés au comptant à réception de la facture proforma** et sont déductibles du montant global du marché.

Les dates de paiement convenues contractuellement ne peuvent être remises en cause unilatéralement par le client sous quelque prétexte que ce soit, y compris en cas de litige.

Les paiements anticipés sont effectués sans escompte sauf accord particulier.

Les paiements sont faits au domicile du fournisseur et sont exigibles suivant les modalités fixées au contrat.

Le paiement lié à la mise à disposition correspond soit à la fourniture complète, soit au prorata de la fourniture d'unités complètes.

Les travaux de réparation, d'entretien, de même que les fournitures supplémentaires ou livrées en cours de montage, sont facturés mensuellement.

2. Retards de paiement

En application de l'Article L 441-6 alinéa 12 du Code de Commerce modifié par la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012, tout paiement en retard rend exigibles de plein droit, dès le premier jour suivant la date de règlement figurant sur la facture :

- Des pénalités de retard.

Les pénalités de retard seront déterminées par l'application du taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de dix points.

- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40€.

Cette indemnité est due en application d'une disposition de la loi du 22 mars 2012 applicable à compter du 1er janvier 2013. Son montant est fixé par l'article D 441-5 du Code de Commerce.

En vertu de l'article L441-6 précité, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le fournisseur est également en droit de demander une indemnisation complémentaire justifiée.

Tout retard de paiement d'une échéance entraîne, si bon semble au fournisseur, la déchéance du terme de paiement contractuel, la totalité des sommes dues devenant immédiatement exigibles.

Le fait pour le fournisseur de se prévaloir de l'une et/ou de l'autre de ces dispositions ne le prive pas de la faculté de mettre en œuvre la clause de réserve de propriété stipulée à l'article VII.

En cas de retard de règlement, le fournisseur bénéficie d'un droit de rétention sur les équipements.

3. Modification de la situation du client

En cas de dégradation de la situation du client constatée par un établissement financier ou attestée par un retard de paiement significatif ou quand la situation financière diffère sensiblement des données mises à disposition, la livraison n'aura lieu qu'en contrepartie d'un paiement immédiat et/ou la suspension des prestations.

En cas de vente, de cession, de remise en nantissement ou d'apport en société de son fonds de commerce, ou d'une partie significative de ses actifs ou de son matériel par le client, le fournisseur se réserve le droit et sans mise en demeure :

- De prononcer la déchéance du terme et en conséquence l'exigibilité immédiate des sommes encore dues à quelque titre que ce soit
- De suspendre toute expédition
- De constater d'une part, la résiliation de l'ensemble des contrats en cours et de pratiquer d'autre part la rétention des acomptes perçus, des outillages et produits détenus, jusqu'à fixation de l'indemnité éventuelle.

XII – FORCE MAJEURE

Aucune des parties au contrat ne pourra être tenue pour responsable de son retard ou de sa défaillance à exécuter l'une des obligations à sa charge, au titre du contrat, si ce retard ou cette défaillance sont l'effet direct ou indirect d'un cas de force majeure entendu dans un sens plus large que la jurisprudence française tels que :

- Survenance d'un cataclysme naturel, pandémie
- Tremblement de terre, tempête, incendie, inondation etc.
- Conflit armé, attentats
- Conflit du travail, grève totale ou partielle chez le fournisseur ou le client
- Conflit du travail, grève totale ou partielle chez les fournisseurs, prestataires, transporteurs, postes, services publics, etc.
- Injonction impérative des pouvoirs publics (interdiction d'importer, embargo, confinement)
- Accidents d'exploitation, bris de machines, explosion.

Chaque partie informera l'autre partie, sans délai, de la survenance d'un cas de force majeure dont elle aura connaissance et qui, selon elle, est de nature à affecter l'exécution du contrat.

Si la durée de l'empêchement excède 10 jours ouvrables, les parties devront se concerter dans les plus brefs délais pour examiner de bonne foi les modalités de l'arrêt ou de la poursuite du contrat.

XIII - GARANTIES

1. Étendue de la garantie contractuelle

Le fournisseur s'engage à remédier à tout défaut de fonctionnement de son équipement, provenant d'un défaut dans la construction, les matières ou l'exécution (y compris le montage si cette opération lui est confiée) dans la limite des dispositions ci-après.

2. Point de départ et durée

a) Pour les composants ABUS uniquement :

Vente de matériel, montage et mise en service par nos soins : garantie pièces, main d'œuvre et déplacement (en France métropolitaine). Le client doit nous fournir un moyen d'accès au pont (nacelle, passerelle ou autre suivant la législation en vigueur lors de l'intervention).

La garantie débute à la livraison ou à sa mise à disposition dans nos ateliers et varie en fonction de son usage :

	Pour un usage de	1 poste : 8 h par 24h		2 postes : 2 x 8 h par 24h		3 postes : 3 x 8 h par 24h	
		Avec maintenance	Sans maintenance	Avec maintenance	Sans maintenance	Avec maintenance	Sans maintenance
Usage intérieur	Garantie matériel	6 ans	2 ans	3 ans	18 mois	18 mois	12 mois
	Garantie pièces d'usure	2 ans	2 ans	18 mois	18 mois	6 mois	6 mois
Usage extérieur	Garantie matériel	1 an					
	Garantie pièces d'usure	6 mois					
Export	Garantie matériel	1 an					
	Garantie pièces d'usure	6 mois					

Concernant les revendeurs (vente de matériel seul), la garantie ne s'applique que sur les pièces et notre main d'œuvre atelier.

Concernant les exportations, la garantie ne s'applique que sur les pièces, contre retour préalable de ladite pièce, et notre main d'œuvre atelier.

b) Pour les autres composants :

Nous appliquons la garantie donnée par le fournisseur, exemple :

- Radiocommandes : 1 an sur le matériel, pièces et main d'œuvre atelier, pas de garantie sur les accus,
- Gaines d'alimentation : 1 an pièces uniquement

3. Modalités d'application

a) Définition des pièces d'usure

Cela concerne : les câbles et guides-câbles ; les roulements ; les embrayages ou limiteurs de couple ; les chaînes, noix du palan et du moufle, guide-chaîne, roulements ; les garnitures de frein ; les contacteurs, dont ceux de la boîte à boutons.

Ne sont pas garantis, car il s'agit de sécurité : les fusibles, déclenchements de disjoncteurs, inversion de phases suite à un branchement client, ou autres sécurités (déclenchement du limiteur de charge suite à une surcharge).

L'ensemble des autres pièces, telles que : réducteurs, moufles, stators, freins, galets, câbles électriques, tambours, ossatures (treuils, sommier et poutre), pièces électroniques (redresseurs, temporisations, limiteur, variateurs ...), bénéficient de la garantie matériel.

b) La garantie est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- Une utilisation par du personnel qualifié (certificat pontier), conforme aux règles de l'art, à l'ensemble des préconisations décrites dans la notice d'utilisation et aux besoins exprimés lors de l'achat (classification FEM). L'utilisation extérieure doit rester ponctuelle, lorsque les conditions climatiques le permettent, et les protections treuil et matériels électriques présentes.
- Un montage suivant nos préconisations techniques (pour les revendeurs et l'export),
- Lors d'un usage extérieur, l'ensemble des organes électriques doivent être mis à l'abri de l'eau, le treuil protégé dans son ensemble et le pont rentré à l'abri en cas de conditions climatiques défavorables (vent fort ...). Son fonctionnement n'est également assuré que lorsque ces mêmes conditions le permettent, donc notamment hors période de gel ou de vent fort.
- Un entretien, effectué par du personnel qualifié, à une fréquence d'au minimum une fois par an suivant nos préconisations et celles de l'arrêté du 1^{er} mars 2004.

La garantie n'exclut évidemment pas l'entretien ; à chaque demande de garantie, nous nous réservons le droit de vous demander une copie du carnet de maintenance, où doivent être consignés en application de l'arrêté du 1er mars 2004 conformément à l'article R 4323-19-20 et 21 du code du travail :

- Les opérations de maintenance effectuées en application des recommandations du fabricant de l'appareil
- Toute autre opération d'inspection, d'entretien, de réparation, de remplacement ou de modification effectuée sur l'appareil.

Naturellement si un défaut d'entretien conduisait à une détérioration du matériel, la garantie serait refusée.

- Le remplacement des pièces usées ou défectueuses uniquement par des pièces détachées d'origine ABUS
- Respect du paiement de l'ensemble des factures émises par ABUS LEVAGE France.

Pour pouvoir invoquer le bénéfice des dispositions concernant la garantie, le client doit :

- Aviser le fournisseur, sans retard et par écrit, des défauts qu'il impute au matériel
- Fournir toutes justifications quant à la réalité de ceux-ci
- Donner au fournisseur toute facilité pour procéder à la constatation de ces défauts et y porter remède.

Le fournisseur peut décider, à titre préventif, d'intervenir à ses frais pendant la période de garantie. Le client ne pourra s'y opposer, ni réclamer d'indemnité. Le fournisseur informera le client de cette intervention avec un préavis raisonnable.

La garantie consiste, au choix du fournisseur, au remplacement ou la réparation des pièces défectueuses pour la mise en conformité de l'équipement tel que défini au contrat. Le fournisseur se réserve le droit de modifier, le cas échéant, les dispositifs de l'équipement de manière à satisfaire à ses obligations contractuelles.

Sauf accord contraire, les travaux résultant de l'obligation de garantie sont effectués dans les ateliers du fournisseur après que le client lui a renvoyé l'équipement ou les pièces défectueuses aux fins de réparation ou de remplacement.

Néanmoins, dans le cas où, compte tenu de la nature de l'équipement, la réparation ne peut avoir lieu que sur le site d'installation, le fournisseur prend à sa charge les frais de déplacement et de main d'œuvre et ce à la condition expresse que le fournisseur ait lui-même ou par le biais d'un de ses représentants effectué l'installation dudit matériel. Dans tous les cas, les frais exceptionnels rendus nécessaires par les conditions d'utilisation ou d'accessibilité (nacelle élévatrice ...) sont à la charge de l'utilisateur.

Les pièces remplacées au titre de la garantie sont remises à la disposition du fournisseur et redeviennent sa propriété.

4. Limitation ou exclusion de garantie

La garantie ne s'applique pas pour les cas prévus à l'article XIV, ni pour les cas où les obligations légales de maintenance (art. 23 de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 du ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité relative à l'obligation de vérification périodique tous les 12 mois) ne sont pas remplies.

La maintenance doit être réalisée par du personnel qualifié, formé et agréé par ABUS. Dans le cas contraire, la garantie sera limitée à une période de 2 ans au maximum.

Nos matériels, classés en matériels de levage et de manutention (décret 92-1129 du 2 octobre 1992), ne sont pas soumis à ce titre à la responsabilité décennale.

En tout état de cause, la garantie est exclue lorsque le client n'a pas satisfait aux conditions de paiement prévues au contrat.

XIV – RESPONSABILITE

Le fournisseur devra exécuter le contrat dans le respect des règles de l'art de sa profession et la réglementation en vigueur.
La responsabilité du fournisseur est limitée au respect des spécifications du contrat.

Seuls les résultats et performances définis par les parties au contrat engagent la responsabilité du fournisseur. Toute mention pouvant figurer dans les bulletins ou documentations n'a qu'une valeur indicative.

La responsabilité du fournisseur est exclue dans les cas suivants :

- Lorsqu'il s'agit de défauts qui résultent de l'usure normale de l'équipement
- Lorsque le client effectue lui-même, ou fait effectuer par un tiers, la réparation ou des modifications sur l'équipement.
- Lorsque les détériorations ou accidents proviennent de négligences, défaut de surveillance ou d'entretien ou d'utilisation non conforme aux prescriptions du fournisseur et, en particulier, à celles stipulées dans la notice d'instructions ou s'il n'a pas procédé aux contrôles périodiques réglementaires ou prévus dans la notice
- En cas de défauts provenant soit de matières fournies par le client, soit d'une conception imposée par celui-ci, soit d'une modification apportée à l'équipement sans le consentement du fournisseur
- En cas d'utilisation par le client de pièces d'autre origine
- En cas d'incidents tenant à des cas fortuits ou de force majeure.

La responsabilité du fournisseur sera limitée aux dommages matériels directs causés au client qui résulteraient de fautes imputables exclusivement au fournisseur dans l'exécution du contrat.

Le fournisseur ne sera tenu d'indemniser les dommages immatériels ou indirects tels que : pertes d'exploitation, perte de profit, perte d'une chance, préjudice commercial, manque à gagner.

En tout état de cause, la responsabilité civile du fournisseur, toutes causes confondues à l'exception des dommages corporels et du dol ou de la faute lourde, ne pourra excéder le montant global du contrat.

Le client et ses assureurs renoncent à tout recours contre le fournisseur et ses assureurs dans les limites et exclusions fixées ci-dessus.

XV – CONTESTATIONS – LOI APPLICABLE

Exécution loyale

À défaut d'accord amiable entre les parties, tout différend survenant à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution des présentes conditions générales sera soumis au tribunal compétent dans le ressort duquel est situé le domicile du fournisseur, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

Le contrat est régi par le droit français.

Signature du client
Précédée de la mention manuscrite
« Bon pour accord »
(Date, cachet, signature)